



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

GROUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT (GSM)

LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET LA RÉGION MOYEN-ORIENT / AFRIQUE DU NORD

Projet de rapport spécial

Philippe FOLLIOT (France)
Président

095 GSM 20 F | Original : français | 22 juin 2020

Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative qui est institutionnellement séparée de l'OTAN. Tant qu'il n'est pas adopté par les membres du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient, le présent document de travail représente seulement le point de vue du président. Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP-OTAN - lesquelles sont toutes non classifiées.

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION : PARCOURS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LA RÉGION MOAN.....	1
II.	CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES.....	2
III.	MARCHÉS ÉNERGÉTIQUES.....	3
IV.	RÉFUGIÉS ET CONFLITS	4
V.	LES QUESTIONS DE GENRE.....	5
VI.	LA JEUNESSE	5
VII.	LES SYSTÈMES DE SANTÉ.....	5
VIII.	SITUATION PAR PAYS ET DIVERSES ZONES DE LA RÉGION MOAN.....	6
	A. L'IRAN	6
	B. ISRAËL, LA BANDE DE GAZA ET LA CISJORDANIE	8
	C. LIBAN	11
	D. JORDANIE	12
	E. LIBYE	12
	F. TUNISIE	13
	G. ALGÉRIE	14
	H. MAROC	14
	I. ÉGYPTÉ	15
	J. PAYS DU GOLFE.....	16
IX.	CONCLUSIONS.....	21
	BIBLIOGRAPHIE	23

I. INTRODUCTION : PARCOURS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LA RÉGION MOAN

1. C'est en janvier 2020 que la Covid-19 a fait sa première apparition dans la région MOAN (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et, plus précisément, dans les Émirats arabes unis (EAU). Depuis lors, le nombre de cas signalés dans les pays de cette région a augmenté substantiellement. À l'exception de l'Iran, ces pays n'ont pas connu de taux de contamination comparables à ceux de l'Europe ou des États-Unis. Jusqu'ici, leurs problèmes les plus graves sont les effets secondaires des fermetures d'entreprises dues à la pandémie, la baisse brutale des échanges commerciaux, l'effondrement des tarifs énergétiques et celui des secteurs des voyages et du tourisme. La perspective d'une crise sanitaire n'est cependant pas à écarter.

2. Au début du mois de mars, la menace d'une propagation du virus s'est faite nettement plus sentir et les gouvernements de la région ont commencé à prendre des mesures rigoureuses pour endiguer la maladie : restriction des déplacements – sauf pour le commerce de biens et les établissements scolaires – et fermeture des entreprises, des magasins et des frontières. Les lieux de culte ont également été fermés et plusieurs pays ont invoqué l'état d'urgence pour confiner la population. Dans certains cas, ces mesures ont été vues comme le simple prolongement d'efforts destinés de longue date à limiter les libertés civiles et la liberté de la presse. Un problème supplémentaire s'est posé avec la diffusion de fausses nouvelles. Ainsi, plusieurs gouvernements ont été accusés de minimiser très largement l'étendue de l'épidémie. La pandémie a certes déclenché une crise dans bon nombre des pays les plus pauvres de la région, mais les États du Golfe les plus prospères avaient les moyens, les infrastructures et le savoir-faire requis pour faire face sur le plan de la santé publique et recourir à l'économie numérique afin de satisfaire les besoins en services et en biens de consommation à la hauteur de ces derniers. Cela dit, ils se voient confrontés, eux aussi, à de graves difficultés à plus long terme à la suite de la pandémie.

3. De fait, de nouvelles menaces se profilent, qui pourraient bien nuire à la sécurité et à la prospérité économique d'une région très hétérogène et déjà instable. Pour certains analystes, la crise pourrait bien reléguer au rang d'anecdote le « Printemps arabe », assemblage disparate de soulèvements politiques dans toute la région qui s'est soldé par trois guerres civiles désastreuses – en Syrie, au Yémen et en Libye – et par la chute des gouvernements égyptien, tunisien puis algérien. La défiance vis-à-vis des élites dirigeantes continue à poser problème dans l'ensemble de la région. La crise qui émerge pourrait ébranler certains régimes si ceux-ci se révélaient incapables de faire pièce à la pandémie et d'en gérer les répercussions sanitaires, économiques et sociales. L'irruption de l'instabilité dans l'une ou l'autre partie de cette vaste région aurait de graves conséquences humanitaires et sécuritaires et constituerait une menace immédiate pour la sécurité transatlantique.

4. Une bonne partie des pays de la région ne sont pas en position de lutter contre une pandémie. Leurs systèmes de santé sont fragiles, leurs infrastructures sont inadaptées et le personnel soignant est insuffisant. Les dépenses de santé oscillent entre 0,6 % au Yémen et 4,6 % en Israël (Talbot, 2020). Au début du mois d'avril 2020, on recensait plus de 100 000 cas confirmés dans la région, dont quelque 75 000 pour le seul Iran. Parmi les pays arabes, l'Arabie saoudite concentre le plus grand nombre de cas. Quelques-unes des zones les plus vulnérables de la région ont également été touchées, y compris la bande de Gaza - caractérisée par une très forte densité de population -, la Syrie et la Libye, toutes deux

déchirées par la guerre ; toutes ces zones sont pauvres, en proie à des conflits et se débattent avec des systèmes de santé médiocres. Les pays concernés sont manifestement bien moins à même d'affronter les défis complexes associés à la maladie que les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), beaucoup plus riches.

5. Les restrictions des déplacements et de l'activité professionnelle combinées à l'effondrement de la demande locale et mondiale ont engendré une profonde crise économique dans la région. Selon l'ONU, dans le monde arabe, 8,3 millions de personnes supplémentaires risquent de passer sous le seuil de pauvreté, portant ainsi à 101,4 millions le nombre d'indigents, tandis que 52 millions de personnes souffrent de malnutrition. Selon Rola Dashti, secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) de l'ONU, « les conséquences de cette crise seront particulièrement graves pour les groupes vulnérables, dont les femmes et les jeunes adultes, ainsi que pour les travailleurs du secteur informel, qui ne bénéficient pas de la sécurité sociale ou de l'assurance-chômage ». La région MOAN est la partie du monde où la redistribution de la richesse est la plus inégalitaire ; c'est là un problème que la pandémie accentuera encore. Les personnes indigentes sont exposées aux ravages causés par la maladie et les pays pauvres sont moins bien armés pour combattre celle-ci (OCDE, 20 avril 2020). Les pays les plus fragiles et les plus pauvres de la région sont désormais confrontés à de sérieux problèmes de fragmentation sociale, de récession et d'aggravation de l'instabilité politique existante. De ce point de vue, les vastes communautés de réfugiés y sont particulièrement exposées, faute de logements décentes en nombre suffisant et d'un système de santé inadapté.

II. CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

6. Comme c'est généralement le cas dans les périodes de crise économique internationale, une course aux avoirs financiers sûrs a été déclenchée à travers le monde et a prélevé un lourd tribut sur les pays en voie de développement. La région MOAN n'a pas été épargnée. Les marchés boursiers des pays qui la composent se sont écroulés, les écarts obligataires ont considérablement augmenté et elle doit faire face cette année à l'échéance d'une dette souveraine de 35 milliards de dollars. Pour y parvenir, les banques centrales des États concernés devront manœuvrer habilement, tout comme les organismes prêteurs internationaux.

7. La CESAO prévoit une chute sans précédent des investissements étrangers directs (IED) dans les pays arabes, conséquence immédiate de la pandémie. Ces pays pourraient subir une baisse de 42 milliards de dollars du PIB en 2020, accompagnée d'une diminution des IED d'au moins 45 % (MEMO, 19 mars 2020). Ces prévisions ont engendré des inquiétudes sur la possibilité d'apporter aux milieux économiques les aides indispensables à leur survie pendant cette récession. Selon les estimations de l'ONU, les recettes fiscales dans la région ont été amputées cette année de 20 milliards de dollars et les exportations diminueront de 88 milliards de dollars. La baisse des importations va entraîner une baisse des redevances douanières et, avec la baisse généralisée du produit des divers impôts, les pays de la région, aux abois, auront du mal à financer certains services élémentaires dans des circonstances où, précisément, ils sont le plus nécessaires (MEMO, 24 avril 2020).

8. Les mesures d'endiguement de la pandémie et la baisse de la demande ont eu des répercussions sur tout le commerce dans la région. Les secteurs du tourisme et des

échanges sont importants pour la Jordanie, l'Égypte, la Tunisie, le Liban, Israël, les EAU et le Maroc ; ils sont aussi source de recettes pour l'Iraq, l'Iran et l'Arabie saoudite, dont les lieux saints attirent chaque année des millions de musulmans. Le secteur des échanges figure en effet parmi les secteurs les plus durement touchés. Les échanges commerciaux ont été perturbés par l'interruption des chaînes d'approvisionnement internationales. Les relations commerciales avec la Chine sont importantes pour le secteur manufacturier de la région MOAN et la fermeture de ses frontières a donc eu des répercussions sur de nombreuses entreprises de ladite région. Les importations à destination du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont diminué très fortement et les gouvernements ont interdit les exportations de biens d'importance vitale comme les produits alimentaires et le matériel médical. Cette crise pourrait déboucher sur une restructuration des chaînes de distribution à l'échelle mondiale : certaines entreprises raccourciraient les distances entre lieux de fabrication et marchés primaires, ce qui, à longue échéance, pourrait se révéler bénéfique pour toute la zone, compte tenu de la proximité des marchés européens (OCDE, 20 avril 2020).

9. Dans une bonne partie de la région, les marchés du travail sont précaires et informels, du moins pour un grand nombre des travailleurs qui ne sont pas directement employés par l'État ou par de grandes entreprises. Généralement, les travailleurs du secteur informel sont moins bien payés et ne bénéficient ni de la sécurité sociale ni d'aucune forme d'assurances sociales, contrairement aux travailleurs du secteur formel. La propagation du virus et les fermetures d'entreprises ont donc touché durement ces travailleurs-là, plus vulnérables, dans toute la région. Beaucoup d'entre eux ont perdu leur emploi et n'ont guère d'autres sources de revenus. En l'occurrence, le problème n'est pas simplement de nature humanitaire : il compromet véritablement la stabilité sociale et politique.

III. MARCHÉS ÉNERGÉTIQUES

10. Les perspectives économiques de la région MOAN sont étroitement liées au sort des marchés énergétiques pour nombre de pays de la région. Des prix élevés sur le marché mondial bénéficient en premier lieu aux pays producteurs. Si les pays de la région pauvres en ressources énergétiques risquent d'être les premières victimes d'une montée en flèche de ces prix, ils n'en ont pas moins bénéficié directement et indirectement de la prospérité de leurs voisins exportateurs d'énergie. Des millions de leurs citoyens travaillent dans ces derniers et transfèrent une partie de leur salaire chez eux. Pour la Jordanie, l'Égypte et le Liban, ces transferts de fonds représentent approximativement 10 % du PIB, de sorte que le recul enregistré dans les pays du CCG fera rapidement sentir ses effets sur leurs économies respectives, conséquence de l'amenuisement de ces transferts, des échanges commerciaux et de l'aide extérieure (Alterman, 28 avril 2020). Les revenus tirés de l'énergie soutiennent les relations commerciales, l'assistance et les autres transferts de ressources au bénéfice des pays plus pauvres de la région. Ces ressources contribuent à l'établissement des budgets nationaux, lesquels, à leur tour, financent les services sociaux élémentaires dont ont besoin des millions de personnes vulnérables. L'effondrement des prix des produits énergétiques est donc généralement considéré comme un désastre absolu pour la région.

11. Au début de la pandémie, la Russie et l'Arabie saoudite ont cherché un accord pour réduire l'offre de pétrole afin de soutenir les prix dans un contexte de chute de la demande. Loin d'aboutir, ces négociations ont déclenché une guerre tarifaire qui s'est soldée par l'application des prix les plus bas jamais enregistrés depuis 2003 (Alterman, 28 avril 2020).

Bien que, quelques semaines plus tard, les deux parties se soient mises d'accord sur une diminution des livraisons, le mal était fait : une offre surabondante couplée à l'absence d'installations de stockage avait entraîné une baisse des tarifs telle que, dans certains secteurs du marché pétrolier mondial, les prix avoisinaient zéro. Les pays exportateurs de pétrole de la région – Arabie saoudite, EAU, Koweït, Iran et Iraq – connaissent depuis lors une chute vertigineuse de leurs recettes au moment précis où ils doivent dépenser davantage pour fournir une aide élémentaire à leur population. Il faudra des mois pour remédier à ce déséquilibre du marché, même après un début d'amélioration des perspectives économiques mondiales.

IV. RÉFUGIÉS ET CONFLITS

12. Les pays de la région en proie à des guerres civiles avec interventions extérieures sont particulièrement vulnérables, notamment parce que les toutes les infrastructures médicales, hôpitaux compris, ont été prises pour cibles. Les conditions sanitaires étaient déjà plus que médiocres dans des pays comme le Yémen ou la Syrie, vulnérables depuis longtemps aux épidémies en raison de la dégradation des infrastructures de santé publique, les difficultés d'accès de la population aux soins, la malnutrition, l'absence d'eau potable et la pénurie de personnel soignant dûment formé.

13. L'inquiétude grandit, s'agissant de l'aptitude des importantes communautés de réfugiés et de déplacés internes présentes dans la région à se prémunir contre la maladie, d'autant que beaucoup de leurs membres vivent dans des conditions extrêmement précaires et dans des endroits affichant une forte densité de population. Les communautés pauvres sont plus exposées aux ravages de la pandémie et moins bien armées pour y faire face. La Syrie, l'Iraq, la Libye et le Yémen ainsi que plusieurs pays du Sahel doivent faire face à des mouvements massifs de déplacés internes, tandis que le Liban, la Turquie et la Jordanie accueillent sur leur territoire un nombre massif de réfugiés provenant pour la plupart de Syrie.

14. La possibilité d'apparition de la Covid-19 dans des camps de réfugiés surpeuplés où la vie quotidienne est déjà très éprouvante nourrit de fortes craintes. Avant même l'émergence de cette pandémie, les réponses apportées aux besoins des réfugiés au Liban et en Jordanie se traduisaient, sur le plan médical, par une pénurie en matière de services et de fournitures et ce, au détriment de la population locale, ce qui donnait lieu à de véritables tensions sociales. La détérioration des conditions d'existence des populations locales, au point que ces dernières ne parviennent plus à satisfaire leurs propres besoins élémentaires risquent de conduire certains gouvernements, sous la pression de ces populations, à procéder à des coupes claires dans l'aide aux réfugiés. Ainsi, au Liban, certaines municipalités expliquent aux réfugiés qu'ils ne peuvent dorénavant plus compter que sur l'aide internationale. La pandémie ne fera qu'exacerber ces tensions, d'autant que les budgets sont plus serrés que jamais.

15. La communauté internationale cherche à intervenir par l'allocation de fonds d'urgence et par diverses mesures censées protéger les réfugiés d'une propagation de la maladie. Le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé un « appel de fonds d'urgence contre le coronavirus » destiné à soutenir ces efforts et est à pied d'œuvre dans des camps tels que ceux de Zaatari ou d'Azraq, en Jordanie, l'objectif étant de former le personnel et les résidents aux gestes destinés à limiter la propagation du virus.

Cependant, une proportion beaucoup plus grande des réfugiés de la région ne se situe pas dans des camps homologués comme tels. Eux aussi sont vulnérables : bon nombre d'entre eux n'ont pas accès aux services d'aide élémentaire et vivent dans des zones urbaines dangereusement surpeuplées. Ces communautés vulnérables ont aussi beaucoup de mal à obtenir des informations essentielles (Carpi, 2020).

V. LES QUESTIONS DE GENRE

16. Les discriminations sexuelles posent dans la région un problème social persistant qui s'aggravera vraisemblablement, lui aussi. Depuis l'apparition de la pandémie et l'instauration d'un confinement à grande échelle, le taux des violences domestiques a explosé ; ce phénomène a été constaté ailleurs dans le monde. Les femmes sont de loin majoritaires dans les communautés de réfugiés et parmi les personnes sans emploi. De fait, elles sont très peu présentes sur le marché du travail dans toute la région et risquent de pâtir de la crise. ONU Femmes estime que 700 000 femmes pourraient perdre leur emploi à la suite de la pandémie. Les femmes sont d'autant plus défavorisées que ce sont principalement elles qui doivent veiller sur les enfants qu'un confinement de grande ampleur empêche de fréquenter l'école.

VI. LA JEUNESSE

17. La région MOAN se caractérise par son dynamisme démographique. La population de la région MOAN est jeune et, précisément, les jeunes se montrent plus résistants aux pires effets de la Covid-19. Mais le « Printemps arabe » a révélé, du moins en partie, le profond mécontentement de la jeunesse à l'égard des régimes et des élites politiques, considérés par une bonne partie d'entre elle comme uniquement soucieux de conserver un *statu quo* qui les prive d'opportunités économiques et des tribunes d'expression politique appropriées. Bien que le confinement ait mis temporairement en sourdine les manifestations dans plusieurs pays, la colère et le sentiment d'aliénation des jeunes risquent d'être exacerbés par l'urgence sanitaire et économique. Dans une bonne partie de la région, la société civile n'est pas complètement structurée, résultat, en partie du moins, de la répression exercée de longue date par des gouvernements autoritaires. C'est l'une des causes de l'instabilité persistante que connaît la région. L'urgence sanitaire pourrait servir de prétexte à une intensification de la répression dans certains pays : sous prétexte de protéger la santé de la population, il s'agirait en réalité, de s'en prendre aux opposants au régime. À l'évidence, il convient de trouver ici un subtil arbitrage et de suivre de près l'évolution de la situation. La poursuite de la répression dans bon nombre des pays concernés ne ferait que saper la légitimité des gouvernements en place et pourrait entraîner de nouvelles contestations sociales et politiques.

VII. LES SYSTÈMES DE SANTÉ

18. La région MOAN affiche des dépenses de santé par habitant inférieures à la moyenne enregistrée dans d'autres pays disposant de recettes d'un volume similaire et, dans l'ensemble, elle compte un faible nombre de médecins, de personnel infirmier et de sages-femmes par habitant (OCDE, 20 avril 2020). Cependant, les systèmes de santé varient grandement d'un pays à l'autre : ceux des pays du Golfe sont financés de manière adéquate et jouissent de tous les progrès de la technologie ; par contre, ceux de pays

comme le Yémen ou la Syrie fonctionnent mal en raison des conflits, des difficultés d'accès auxquelles se heurtent les organisations humanitaires, de la pauvreté et, partant, d'une pénurie de matériel, de personnel et de médicaments.

VIII. SITUATION PAR PAYS ET DIVERSES ZONES DE LA RÉGION MOAN

19. Les réactions des gouvernements de la région face à la pandémie varient considérablement, tout comme celles des populations. Les charges à supporter pour la région tout entière seront substantielles, mais l'inquiétude règne au sujet des pays les plus fragiles, aux systèmes de santé médiocres et aux recettes limitées, dirigés par des régimes dont la légitimité est précaire et en proie à une instabilité intérieure.

A. L'IRAN

20. L'épicentre de la pandémie à l'échelle régionale se situe en Iran. Au 3 mai 2020, les chiffres s'établissaient comme suit : 97 424 cas confirmés et 6 203 morts (Ghebreyesus, 2020). Déjà, à la mi-février, le pays se situait à la troisième place du classement mondial des pays affichant le plus grand nombre de cas confirmés, après la Chine et l'Italie. Le virus s'est propagé rapidement en raison des étroites relations qu'entretiennent l'Iran et la Chine et du maintien du trafic aérien avec cette dernière pendant plusieurs semaines après le début de la pandémie. Pékin est l'un des rares partenaires économiques de Téhéran et, aux débuts de la crise, les autorités iraniennes ont rechigné à restreindre échanges et voyages. Certains observateurs estiment que les élections législatives du 21 février, avec des millions d'Iraniens convoqués aux urnes, ont contribué à la propagation du virus.

21. Dans un premier temps, le gouvernement avait assuré qu'il ne s'agissait que d'une « simple » grippe (Zimmt et Fadlon, 2020). De fausses informations ont été répandues, qui visaient à promouvoir des médicaments peu efficaces mais abordables susceptibles de se substituer à d'autres, rares et coûteux (*The Economist*, 12 avril 2020). L'ayatollah Ali Khamenei lui-même a vanté les mérites de médicaments de substitution afin de limiter les importations de produits occidentaux. Pour détourner l'attention de son impuissance à gérer la crise, le régime a fait courir le bruit que la maladie provenait d'une arme biologique américaine (RFE/RL ; Al Arabiya ; Tass, 2020). Ces retards et tergiversations ont coûté cher en vies humaines. Ainsi, des centaines d'Iraniens seraient morts après avoir ingurgité de l'éthanol, qui passait pour éliminer le virus (*The Economist*, 12 avril 2020)

22. La population a manifesté des signes de défiance à l'égard des autorités. La répression de manifestations, le fort taux de chômage et la dissimulation du rôle des forces armées dans la destruction en vol d'un avion de ligne ukrainien par les forces armées le 8 janvier 2020 avaient déjà porté un coup sévère à l'image du régime. Le virus a rapidement atteint les sphères dirigeantes, contaminant deux vice-présidents, plusieurs ministres et 24 parlementaires (*The Economist*, 12 mars 2020). Tandis que les hauts responsables politiques et gouvernementaux étaient confinés, la population continuait à travailler et à circuler alors que la maladie se propageait. Les chiffres officiels sont considérés comme sous-estimant le nombre de personnes contaminées et celui des décès. Au 25 mars, la crise liée au coronavirus en Iran avait fait officiellement 2 077 morts et contaminé 27 017 personnes mais l'OMS considérait que le bilan pouvait être cinq fois plus élevé (Le Point, 2020). Au 22 juin 2020, on comptabilisait 9 633 décès liés à la Covid-19 et 204 952 personnes infectées (Worldometer, Iran). De fait, un rapport parlementaire iranien, déjà publié le 14 avril 2020, laisse entendre que ces chiffres minimisent sans doute très

largement l'étendue du problème (Alterman, 28 avril 2020). La réponse inadéquate des autorités à la pandémie pourrait donc conforter les partisans de plus en plus virulents d'un changement politique.

23. Dans sa lutte contre la pandémie, l'Iran se heurte aussi à des problèmes structurels. Le pays ne dispose que de 8 212 lits de soins intensifs (OCDE, 29 avril 2020) et le problème se pose avec une acuité particulière à Qom, épiscopal de la pandémie. Le gouvernement a transformé des stades en centres d'isolement (*The Economist*, 12 mars 2020), tandis que l'armée mettait en place des structures sanitaires d'urgence et des salles d'isolement. Les usines d'armements fabriquent maintenant des équipements de protection individuelle (EPI), des bonbonnes d'oxygène et des lits d'hôpital (Perteghella, 2020).

24. Les dissensions internes au gouvernement expliquent largement l'aspect désordonné de la réponse iranienne à la pandémie (Fassihi, 2020). Le guide suprême est le commandant en chef des forces armées, tandis que le président de la République contrôle l'administration publique. Le gouvernement a tardé à fermer la ville de Qom, cette hésitation pouvant s'expliquer par le statut de lieu saint de la ville. Bien que l'ayatollah Khamenei ait ordonné à l'armée d'imposer un couvre-feu, le président de la République, Hassan Rohani, a repoussé cette idée dans un premier temps. Déjà affaibli par les sanctions internationales et des décennies d'une politique économique discutable, le pays manque manifestement des ressources économiques et financières requises pour aider des millions de gens en quarantaine. Les divisions au sein du gouvernement et de l'appareil d'État sapent clairement les efforts visant à minimiser l'impact du virus.

25. Le 5 mars dernier, M. Rohani a finalement imposé des restrictions à certaines activités économiques et annoncé la fermeture des centres commerciaux, des marchés et des centres culturels. Il a également fermé les écoles et les universités et reporté plusieurs grandes cérémonies religieuses ; il n'est toutefois pas parvenu à instaurer un confinement 24h/24. Ce n'est que depuis le 25 mars que l'État impose des restrictions à la circulation des véhicules et des citoyens (Zimmt et Fadlon, 2020). Cette forme de confinement partiel comprend la fermeture de tous les commerces non essentiels et la suspension des déplacements d'une province à l'autre. Pour limiter la propagation du virus dans les établissements pénitentiaires, le régime a temporairement libéré 85 000 prisonniers et en a amnistié 10 000 autres (Geranmayeh, 2020).

26. Le régime a tenté de respecter un équilibre entre la lutte contre la pandémie et le maintien à flot de l'économie. Le 8 avril 2020, il a annoncé que deux tiers des entreprises « à faible risque » reprendraient leurs activités le 18 du même mois, sauf dans la province de Téhéran. Il a également décidé de verser des compléments de revenus à 3 millions d'Iraniens parmi les plus pauvres et, parallèlement, d'accorder des prêts à taux d'intérêt nul à 4 millions de personnes sans revenus (Zimmt et Fadlon, 2020). Par ailleurs, il a fait différer le paiement des cotisations de sécurité sociale, des impôts et des prestations des services publics. Pour la première fois depuis la Révolution islamique, l'Iran a demandé au FMI un prêt d'urgence de 5 milliards de dollars pour financer la lutte contre la pandémie ; l'Union européenne a décidé d'octroyer à l'Iran une aide humanitaire de 20 millions d'euros.

27. Loin de donner suite aux demandes de levée, pour la durée de la pandémie, des sanctions prises contre l'Iran, l'Administration Trump a infligé des sanctions supplémentaires à des entreprises iraniennes du secteur énergétique suite aux attaques dont des troupes américaines présentes en Iraq ont fait l'objet le 11 mars dernier de la part de mouvements

agissant pour le compte de Téhéran (Clarke et Tabatabai, 2020). Les affrontements sur le territoire iraquien entre ces mouvements et les forces armées américaines se poursuivent. Le régime iranien a de son côté aussi cherché à exercer des pressions sur Washington et, pour obtenir la levée des sanctions le ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a récemment publié la liste des fournitures médicales que l'Iran ne pouvait se procurer en raison de ces dernières. *Human Rights Watch* appuie désormais les affirmations de Téhéran selon lesquelles les sanctions ont empêché l'arrivée de matériel médical et de produits humanitaires dont le pays avait un urgent besoin (Geranmayeh, 2020). L'Iran ne peut acquérir de respirateurs et d'équipements de soins intensifs sans l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (Kahalzadeh, 2020). De son côté, l'Union européenne s'est employée à envoyer le matériel médical requis et la Chine a fourni une équipe de soignants (Zimmt et Fadlon, 2020).

B. ISRAËL, LA BANDE DE GAZA ET LA CISJORDANIE

28. Les premiers cas de la Covid-19 en Israël ont été signalés à la fin du mois de février, juste avant les élections générales. Les autorités ayant réagi rapidement, le système hospitalier n'a pas été débordé par un afflux de patients atteints de la Covid-19. Israël est relativement isolé dans la région, de sorte que les mouvements transfrontières sont plus faciles à contrôler, car moins nombreux, ce qui a contribué de façon notable à endiguer la pandémie. Au 15 juin 2020, le pays comptabilisait seulement 302 décès pour une population de 9 millions d'habitants (Johns Hopkins, 2020).

29. Indépendamment des mesures d'auto-confinement, de la fermeture des lieux publics et des restrictions appliquées aux déplacements et aux activités commerciales, le gouvernement israélien a publié une série de règlements d'urgence, dont certains ont suscité une controverse. Le service de sécurité intérieure (le *Shin Bet*) a été habilité à utiliser en secret des moyens de surveillance perfectionnés permettant de suivre les mouvements des habitants pour s'assurer du respect desdits règlements. Toutefois, le gouvernement a procédé à la publication de ces derniers alors que la Knesset avait été fermée et il a refusé de se plier à une injonction de la Cour suprême ordonnant sa réouverture. Cela a créé un climat de controverse dans un pays dont certains estiment, ces dernières années, qu'il donne des signes de régression démocratique.

30. L'isolement géopolitique de l'enclave de Gaza, à forte densité de population, a probablement retardé le développement de la pandémie et les deux premiers cas de la Covid-19 n'ont été confirmés qu'à la fin du mois de mars, deux semaines après que l'Autorité palestinienne eut signalé l'apparition des premiers cas en Cisjordanie et déclaré l'état d'urgence.

31. On peut craindre à raison que Gaza soit vulnérable tant à la Covid-19 qu'aux répercussions économiques de la pandémie. Cette dernière risque d'accentuer une crise humanitaire en cours depuis des années. Avant la pandémie, 54 % de la population vivaient en deçà du seuil de pauvreté et les niveaux d'insécurité alimentaire atteignaient 71 % (Observatoire euro-méditerranéen pour les droits de l'homme, 2020). Avant même l'apparition de la pandémie, l'OMS avait lancé une mise en garde selon laquelle le système de santé de Gaza était « au bord de la rupture » (Lovatt, 7 avril 2020). La densité de population de l'enclave, des installations sanitaires déjà sollicitées à la limite de leurs capacités, une pénurie chronique de médicaments et l'absence de matériel indispensable –

comme des tests de dépistage du coronavirus – ont rendu ce système extrêmement vulnérable. Gaza dispose d'environ 87 lits de soins intensif et de seulement 20 médecins formés à la gestion d'une telle épidémie (Imbert, 2020 ; OCDE 2020). De surcroît, le déclin vertigineux de la qualité de la vie combiné à l'isolement forcé de la zone a provoqué un nouvel affaiblissement des normes de santé publique, dont le respect est encore compliqué par la pénurie d'eau et l'inadéquation des installations de traitement des eaux usées (*Crisis Group Middle East*, 2020). La situation des résidents des camps de réfugiés palestiniens, qui dépendent de l'aide extérieure, suscite aussi des préoccupations.

32. Le 26 mars dernier, l'Autorité palestinienne a présenté un plan national de lutte contre la Covid-19 comportant des mesures stratégiques applicables à divers secteurs clés (santé, économie et protection sociale) et visant à endiguer la pandémie. Ce plan prévoyait notamment l'imposition d'un confinement strict et d'un couvre-feu, la fermeture des écoles, universités et bâtiments publics, ainsi qu'une restriction des déplacements d'une ville à une autre. Des installations de quarantaine et de soins ont été mises en place dans plusieurs provinces cisjordaniennes et les capacités des laboratoires publics ont été accrues (OCDE, 20 avril 2020).

33. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (BCAH ou OCHA -acronyme anglais pour *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*), le nombre de cas détectés reste relativement peu élevé pour l'instant, mais s'il venait à augmenter, le système de santé palestinien serait vraisemblablement dépassé, conséquence de problèmes structurels et du manque de fournitures d'importance critique. D'après Matthias Schmale, directeur des opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA), même si l'ampleur de la pandémie restait limitée, les conséquences financières pourraient être fatales pour les Territoires palestiniens et, notamment, pour Gaza. La Cisjordanie est mieux préparée que Gaza pour faire face à la crise (Tzoreff et Michael, 2020), mais son propre système de santé souffre d'années de carences d'investissements, d'une pénurie de personnel et d'un manque de fournitures essentielles, dont des nécessaires de test de dépistage (OCDE, 20 avril 2020). En mai dernier, les hôpitaux cisjordanienns disposaient de 205 respirateurs.

34. Bien que leur objectif ait été d'endiguer la propagation de la Covid-19, les mesures d'urgence de l'Autorité palestinienne – dont l'imposition d'un confinement total – ont eu des répercussions très négatives sur l'activité économique. Les 100 000 à 130 000 travailleurs palestiniens qui se rendaient régulièrement en Israël ou dans les colonies israéliennes en sont désormais empêchés (El-Halabi, 2020). Cette situation a porté un coup très dur à l'économie palestinienne, car ces travailleurs relativement bien payés et leurs familles interviennent à hauteur d'un tiers dans la consommation des ménages en Cisjordanie (Banque mondiale, 16 avril 2020). Dans ce territoire, production, consommation et investissements sont tombés en chute libre, essentiellement en raison de la fermeture des secteurs du tourisme et de l'éducation, ainsi que de la plupart des commerces et services (Khalidi, 2020).

35. L'ONU estime que 120 millions de dollars sont nécessaires pour soutenir l'ensemble de mesures qui seraient appliquées en 90 jours proposées par l'Autorité palestinienne (ONU/OMS, 2020). Le gouvernement essaie de prévenir les licenciements, alors même que les travailleurs n'ont reçu qu'une partie de leur salaire en mars comme en avril. La Banque centrale de Palestine a ordonné aux banques de reporter le recouvrement des emprunts de

quatre mois pour les entreprises et les particuliers et de six mois pour les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie (Khalidi, 2020). La Banque mondiale estime qu'en 2020 l'économie palestinienne reculera de 2,6 à 7,6 % en fonction de la durée d'application des mesures restrictives. Le déficit fiscal provoqué par la baisse des revenus et par la hausse des dépenses engagées pour faire face à la pandémie pourrait atteindre jusqu'à 2 milliards de dollars d'ici à la fin de cette année (OCHA, 2020). Le gouvernement ne disposera que de moyens réduits pour maintenir les services à flot, prodiguer une assistance économique immédiate et financer des mesures à long terme destinées à galvaniser la reprise économique. Le ministre des finances vient d'annoncer que le remboursement de la dette serait reporté.

36. Le coordonnateur spécial de l'ONU, Nikolaï Mladenov, a mis en garde le Conseil de sécurité : « Si les tendances actuelles persistent, les dégâts économiques qui en résulteront compromettent l'existence même de l'Autorité palestinienne » (OCHA). Cependant, il a annoncé également qu'en dépit de la persistance des tensions les protagonistes politiques – Hamas, Autorité palestinienne et gouvernement israélien – coopéraient pour venir à bout de la Covid-19. Dans le prolongement de la création d'un centre d'opérations conjointes, les autorités de Tel-Aviv et l'Autorité palestinienne coordonnent étroitement leurs actions et leurs mesures de confinement. Le gouvernement israélien a limité la circulation des personnes, fermé les établissements scolaires et interdit les rassemblements en masse ; de son côté, le premier ministre palestinien, Mohammad Chtayyed, a imposé le confinement de la population (ONU Info, 18 avril 2020). Dans le contexte d'une initiative pratique qui, essentiellement, montre à quel point le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne dépendent l'un de l'autre, les deux parties ont annoncé le 17 mars dernier la conclusion d'un accord autorisant des dizaines de milliers de résidents cisjordanais travaillant en Israël à s'installer sur le territoire de ce pays. Par ailleurs, le coordonnateur des activités gouvernementales dans les Territoires (COGAT) a fait en sorte que des équipes médicales palestiniennes bénéficient de formations, tandis que le ministère israélien de la santé offrait plus d'un millier de nécessaires de test à la Cisjordanie et à la bande de Gaza. À Ramallah, malgré les tensions qui les opposent de longue date, le Hamas et l'Autorité palestinienne ont coopéré via les bons offices de l'ONU et de l'UNRWA (Imbert, 2020). L'Autorité palestinienne a assoupli les sanctions infligées au gouvernement de Gaza, dominé par Hamas, et celui-ci collabore dans certaines zones avec Israël pour faire échec à la propagation du virus. Ainsi, Israël a expédié des kits de dépistage de l'armée dans les Territoires palestiniens (OCHA) et a accepté de faciliter l'accès de l'aide internationale à Gaza (Israël, ministère des affaires étrangères, 2020). S'il n'a pas fourni une aide considérable à la bande de Gaza, ce pays comprend toutefois que des responsabilités spéciales lui incombent sur le plan humanitaire dans la région en dépit du conflit. Il faut noter que, le 23 avril 2020, le coordonnateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Proche-Orient a pressé les dirigeants israéliens et palestiniens de mettre à profit cette coopération pour avancer sur la voie de la paix (ONU Info, 23 avril 2020).

37. Un certain nombre d'organisations internationales et de gouvernements épaulent les Palestiniens dans leur lutte contre la pandémie en leur fournissant une aide financière et médicale. Au mois d'avril, l'Union européenne a mis en place un programme d'assistance d'une valeur approximative de 71 millions d'euros qui vient s'ajouter à une allocation annuelle de 13 millions. La Commission européenne étudie la possibilité d'ajouter 4 millions à sa contribution (82 millions) à l'UNRWA pour 2020 (SEAE, 9 avril 2020). L'ONU a élaboré un plan commun de riposte à la Covid-19 d'un montant de 34 millions de dollars, plan qui sera mis en œuvre avec des organisations humanitaires internationales en Cisjordanie et

dans la bande de Gaza. Échelonné sur trois mois, ce plan a pour triple objectif de ralentir la propagation du virus, de prodiguer des soins aux patients et d'atténuer les pires effets de la pandémie. À ce stade, le Royaume-Uni, l'Irlande et la Commission européenne ont accepté de contribuer au financement de ces dépenses supplémentaires. L'OMS a fourni à la Palestine de quoi procéder à 57 650 tests et assez d'EPI et de solution hydroalcoolique pour équiper quelque 2 000 soignants. Enfin, cette organisation intervient auprès de la population, à qui elle fournit des conseils pratiques sur la manière de se protéger contre la Covid-19.

38. Les États-Unis, qui avaient supprimé toute aide financière à l'Autorité palestinienne et à l'UNRWA, ont annoncé qu'ils alloueraient 5 millions de dollars aux hôpitaux et aux ménages de Cisjordanie. Le premier ministre de l'Autorité palestinienne, lui, a récemment indiqué que le ministère de la santé avait reçu de la Chine 10 000 nécessaires de tests et respirateurs et que Pékin avait promis d'envoyer une équipe médicale qui aiderait les soignants sur place. Au début du mois d'avril, l'Arabie saoudite a envoyé des fournitures médicales et des équipements destinés à prévenir la propagation du virus.

C. LIBAN

39. Le Liban est dans une situation singulière car les réfugiés y représentent un tiers de la population et en dépit de sa situation économique, il a déjà fourni un effort impressionnant. Ce pays a connu son premier cas le 21 février, mais le nouveau gouvernement, conduit par Hassan Diab, a tardé à agir face à la pandémie. Son attention était accaparée par un mouvement de protestation populaire qui avait commencé en octobre 2019 (El-Halabi, 2020). Il a finalement imposé un confinement à l'échelle nationale le 15 mars, avec fermeture des entreprises non essentielles et couvre-feu. Les municipalités ont appliqué des restrictions locales aux mouvements de réfugiés, dont le nombre approximatif s'élèverait à 1,5 million (Chehayeb et Sewell). L'adéquation de l'aide humanitaire et des soins de santé dispensés actuellement aux réfugiés suscite de l'inquiétude, tout comme les discriminations dont ceux-ci sont victimes (Simpson, 2020).

40. Le 12 mars, la Banque mondiale a décidé la réaffectation d'urgence de 40 millions de dollars pour équiper les hôpitaux publics et multiplier les tests et les soins. Le ministère de la santé a annoncé que seuls 10 hôpitaux publics sur 33 disposaient du matériel et des fournitures requis pour soigner les patients atteints du Covid-19.

41. Les manifestations, qui avaient commencé avant la pandémie, se sont arrêtées avec la mise en quarantaine du pays. Vers la fin du mois d'avril, toutefois, les violences ont repris à Tripoli, dans le nord : exaspérés par l'effondrement de la devise, une inflation galopante frisant les 60 %, un chômage massif, l'amenuisement des réserves de produits alimentaires et l'attitude des autorités, qui leur apparaissait comme un mélange d'apathie et de répression, de jeunes manifestants sont descendus dans les rues, ont incendié plusieurs banques et se sont affrontés à l'armée. L'agitation a rapidement gagné d'autres villes.

42. Fin avril, la livre libanaise avait perdu les deux tiers de sa valeur en six mois seulement. À cette date, cinq taux de change différents s'appliquaient dans le pays, dont la capacité d'importation a considérablement baissé, ce qui a entraîné la diminution des approvisionnements en produits alimentaires et énergétiques. Les prêts à court terme aux

entreprises se sont taris et bon nombre de celles-ci se tournent maintenant vers le marché noir pour des transactions beaucoup plus risquées et plus coûteuses (Dadouch, 2020).

43. Le gouvernement rechigne à adopter des mesures fiscales et monétaires propres à atténuer les répercussions socio-économiques de la pandémie (El-Halabi, 2020). Le 1^{er} avril, cédant aux pressions politiques croissantes des syndicats, il a finalement annoncé un plan consistant à verser 150 dollars aux familles les plus vulnérables. L'absence d'aide de la part des autorités centrales a permis aux partis religieux d'accroître leur influence et leur légitimité. Ainsi, le Hezbollah a mobilisé plus de 24 000 soignants et 70 ambulances (El-Halabi, 2020).

D. JORDANIE

44. La Jordanie est le pays de la région affichant le moins de patients contaminés par la Covid-19 : 708 cas signalés et seulement 9 décès à déplorer en date du 25 mai (Worldometer, Jordanie, 2020). Dès la fin du mois de janvier, les autorités ont mis sur pied un comité de crise chargé de coordonner une riposte et d'élaborer des protocoles pour combattre le virus (Younes, 2020). Elles ont déclaré l'état d'urgence le 17 mars et instauré le confinement deux jours plus tard. En adoptant des mesures préventives draconiennes, elles semblent avoir effectivement enrayer la propagation du virus. Elles ont rapidement fermé toutes les frontières terrestres et maritimes et interdit les vols internationaux, en même temps qu'elles chargeaient l'armée de se déployer dans les camps de réfugiés pour y organiser des patrouilles et faire respecter le couvre-feu pendant la pandémie, d'une part, et pour y distribuer des produits de première nécessité, d'autre part. La Jordanie accueille sur son territoire plus de 1,6 million de réfugiés syriens (Singh).

45. Bien que le gouvernement jordanien soit parvenu à limiter les dégâts sur le plan sanitaire, il doit s'attendre à des répercussions économiques à long terme. Le confinement de tout le pays a déclenché un bouleversement de l'offre et de la demande qui a affaibli une économie déjà vulnérable (Al-Ajlouni, 2020). Le pays a dû faire face à l'effondrement de ses recettes touristiques – l'une de ses principales sources de devises étrangères – et son budget ne lui permet pas d'engager des dépenses contracycliques pour compenser les pires conséquences de la crise. La Jordanie est de longue date confrontée à des recettes fortement déficitaires et un endettement public substantiel. La pandémie a considérablement aggravé ces problèmes. Le 21 mai, le conseil exécutif du FMI a accordé une aide d'urgence de 39 millions de dollars à la Jordanie afin qu'elle puisse soutenir sa balance des paiements, consacrer des ressources supplémentaires au système de santé et soutenir les entreprises et les habitants les plus vulnérables (FMI, 21 mai 2020).

E. LIBYE

46. La Libye fait face à un double problème : la pandémie et une guerre civile entre le gouvernement d'entente nationale (GEN), reconnu par l'ONU et qui a à sa tête Fayez el-Sarraj, et l'Armée nationale libyenne (ANL) du général Haftar. Les associations humanitaires sont grandement préoccupées par les effets potentiellement dévastateurs de la pandémie sur les 150 000 déplacés internes en raison des combats (Joseph et Pusztai). Le général Haftar a récemment lancé des attaques contre les faubourgs de Tripoli et le long de la frontière tunisienne ; il s'est emparé des villes d'Abou Kammach et de Ras Jedir. Le GEN a riposté par une série de contre-attaques. Les installations médicales n'ont pas été

épargnées. Par exemple, le 23 mars, l'ANL a pilonné un centre de quarantaine à l'aéroport de Mitiga (Giampaolo, 2020). Peu de cas de la Covid-19 sont signalés, mais la pratique des tests est très restreinte. Parmi de nombreuses autres personnalités, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a demandé l'observation d'une trêve humanitaire pour circonscrire la propagation du virus.

47. La Libye manque d'institutions solides et d'un système de santé qui lui permettraient de riposter de manière adéquate à une pandémie (Claes). Elle compte actuellement 305 chambres d'isolement et 542 chambres de quarantaine et de stabilisation (OCDE, 29 avril 2020). Beaucoup d'hôpitaux sont déjà occupés par des civils victimes des affrontements et par des combattants. Les autorités des deux camps ont déjà pris formellement des mesures pour empêcher la propagation de l'épidémie, mais les spécialistes pensent qu'il est difficile de faire la part des choses entre les véritables mesures et la propagande (Giampaolo, 2020). Le 16 mars, les frontières terrestres, maritimes et aériennes ont été fermées pour trois mois. Les autorités du GEN et de l'ANL ont également imposé des mesures de confinement : interdiction des rassemblements sociaux ou culturels de grande taille et fermeture des écoles, restaurants et cafés. Le GEN, qui contrôle l'ouest du pays, s'est engagé à consacrer 350 millions de dollars à l'amélioration du système de santé et de la capacité de riposte à la pandémie. Il a également mis en place un mécanisme de transfert de fonds par téléphone portable pour les travailleurs du secteur informel, plus vulnérables (OCDE, 29 avril 2020).

48. L'ANL a tenté de gagner en popularité en envoyant de l'aide et des médicaments dans l'ouest du pays. Elle a également bloqué toutes les exportations de pétrole pour aggraver les problèmes de liquidité du GEN et ébranler la légitimité de celui-ci (Giampaolo, 2020). La pandémie a manifestement détourné l'attention de la communauté internationale et cela n'a fait qu'attiser les velléités d'escalade dans le conflit dont le pays est le théâtre. Les pourparlers diplomatiques qui avaient pour but de diminuer les tensions ont été suspendus et les deux camps ont profité de la crise et de l'absence de démarches diplomatiques pour réarmer (Joseph et Pusztai). Selon certains observateurs, la Turquie apporte un soutien militaire au GEN, tandis que les EAU, l'Égypte et la Russie fournissent des armes à l'ANL.

F. TUNISIE

49. La pandémie de Covid-19 est survenue alors que le nouveau gouvernement venait d'être formé, en février 2020. Les pouvoirs publics ont arrêté des mesures strictes pour endiguer la propagation du virus. Le 16 mars, ils ont suspendu les vols internationaux, fermé les frontières terrestres et maritimes, imposé le confinement et interdit tout rassemblement public. Ces mesures ont donné de bons résultats, avec 1 157 cas et 50 morts signalés (Worldometer, Tunisie), et la population semble s'être ralliée à l'action du gouvernement (Dworkin et Megerisi, 2020).

50. Les autorités tunisiennes ont privilégié le respect des principes démocratiques - et cela doit être salué - dans des circonstances difficiles et elles ont opté pour le principe de la transparence dans la gestion de la crise. Elles ont créé un site internet facile d'utilisation afin de diffuser des informations en temps réel sur la pandémie et sur les politiques qu'elles appliquent pour y faire pièce (Mezran et al., 2020). L'état dans lequel se trouvent les infrastructures médicales a été une source de préoccupation : au début de la crise, la

Tunisie ne disposait que de 331 lits de soins intensifs (Guetat, 2020). Le 26 mars dernier, le ministère de la santé a confirmé qu'il avait fait l'acquisition de 2 000 lits de ce type.

51. L'économie tunisienne, qui dépend fortement des recettes du tourisme et des échanges commerciaux avec l'Europe, a subi un grave choc. Le gouvernement a introduit une série de mesures économiques et fiscales pour s'attaquer à la récession attendue : création d'un fonds de soutien pour les PME, crédits de gestion pour les entreprises des secteurs touristique et hôtelier et report des prélèvements fiscaux pour les sociétés les plus touchées par la crise. Il a également offert une assistance financière aux ménages les plus démunis. La Tunisie a reçu 400 millions de dollars du FMI et a lancé un appel de dons pour la création d'un fonds de lutte contre la pandémie.

G. ALGÉRIE

52. L'apparition de la Covid-19 s'est greffée sur les mouvements de protestation politique et sociale en cours depuis février 2019. Le 20 mars, les autorités ont interdit toute manifestation en raison de l'augmentation du nombre de cas de contamination dans le pays. Selon l'OMS, l'Algérie est un pays à haut risque à cause de ses relations économiques avec la Chine (Dworkin et Megerisi, 2020). Ses infrastructures médicales sont limitées puisqu'elle ne compte en tout et pour tout que 400 lits de soins intensifs (Hamaizia, 2020). De surcroît, dans certaines régions, l'approvisionnement en eau et les conditions sanitaires posent de graves problèmes. Au 15 juin 2020, 10 919 habitants ont été diagnostiqués positifs à la Covid-19 et le nombre de morts s'élève maintenant à 767 (Worldometer, Algérie, 2020).

53. Le chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, a décrété un confinement partiel, annulé les manifestations culturelles et fermé les écoles et les mosquées. Le gouvernement s'est servi de la pandémie pour réprimer la presse et censurer en partie les journalistes qui se montrent critiques de son action et, singulièrement, de ses efforts pour endiguer la pandémie (Roggero, 2020). Il a récemment libéré plus de 5 000 détenus pour limiter la propagation du virus dans les établissements pénitentiaires. Toutefois, les prisonniers politiques – dont les dirigeants des récents mouvements de protestation – restent incarcérés (Hamaizia, 2020). Ces mesures sont perçues comme une tentative d'étouffer la contestation sous couvert de pandémie. Malheureusement, cette démarche a éclipsé les mesures prises dans le domaine de la santé publique et risque d'approfondir encore la crise politique que traverse le pays.

54. La chute des prix des produits énergétiques a accentué la crise en Algérie. Les hydrocarbures représentent 93 % des recettes à l'exportation et 60 % du budget de l'État. Selon le FMI, l'économie algérienne connaîtra un recul de 5,2 % cette année (Hamaizia, 2020). Les banques et les institutions financières rééchelonnent maintenant le remboursement des prêts (OCDE, 29 avril 2020), tandis que le gouvernement continue à assurer le versement des salaires dans le secteur public et à soutenir les prix à la consommation.

H. MAROC

55. Les spécialistes de la santé publique ont fait l'éloge de la riposte du Maroc à la pandémie de Covid-19. Le gouvernement a immédiatement alloué 200 millions de dollars au renforcement du système de santé et distribué des masques. Alors qu'on dénombrait moins de quarante cas, il a décidé d'imposer un confinement rigoureux et de strictes mesures en matière de transport, en même temps qu'il fermait les écoles et les mosquées (Martini). Le

20 mars, il a décrété l'état d'urgence sanitaire pour deux mois. Par ailleurs, il a mis au point toute une stratégie de communication en arabe classique et dans les dialectes locaux pour sensibiliser largement la population à la nécessité de respecter les règles de distanciation physique et de veiller à l'hygiène personnelle. Comme d'autres pays du Maghreb, le Maroc ne dispose que de capacités sanitaires limitées qui risquaient d'être submergées par la pandémie. Il comptait au départ 1 642 lits de soins intensifs, mais ce nombre est passé à 3 000 depuis le début de la crise (OCDE, 29 avril 2020). Au 20 mai, on recensait 7 023 cas confirmés et 193 décès (Worldometer, Maroc, 2020).

56. Mohammed VI a créé un fonds spécial pour financer la lutte contre la pandémie et a dégagé plus de 3,2 milliards de dollars destinés à l'amélioration des infrastructures sanitaires, à l'acquisition de fournitures médicales et à l'atténuation du fardeau socio-économique engendré par la crise (OCDE, 29 avril 2020). La perspective d'une aggravation des inégalités économiques et des disparités régionales suscite des préoccupations ; le fonds évoqué ci-dessus a pour but de contrer ce phénomène. En dépit de l'efficacité de la réponse du gouvernement, le confinement général a suscité des protestations à Tanger, Fès et Tétouan (Abouzzohour, 2020). Le ministère de l'Intérieur a fait arrêter les contestataires pour avoir contrevenu aux dispositions de l'état d'urgence. À la suite de ces arrestations, les forces de sécurité ont été accusées de se livrer à une répression politique (Mezran et al., 2020).

I. ÉGYPTÉ

57. L'Égypte est le pays arabe le plus peuplé et il n'est donc pas étonnant qu'il soit aussi l'un des pays de la région affichant les taux de contamination les plus élevés (Amirah, 2020). Les autorités ont imposé un confinement général et la fermeture des écoles, des universités, des cafés et des restaurants. Elles ont interdit les voyages, les activités touristiques et les manifestations sportives, en même temps qu'elles instauraient un couvre-feu à l'échelle de tout le pays.

58. De surcroît, elles ont pris des mesures au profit des personnes les plus vulnérables, y compris en élargissant les programmes d'assistance sociale. Elles apportent maintenant une aide financière à un million de travailleurs informels dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et de la pêche. Elles ont en outre abaissé le prix du gaz naturel et de l'électricité fournis aux usines et différé la perception de l'impôt foncier pour venir en aide à l'industrie (Shama). Enfin, elles ont diminué l'impôt sur les capitaux propres ; de son côté, la Banque centrale a baissé les taux d'intérêt de 3 % et a reporté de six mois les échéances des prêts aux petites entreprises et des prêts à la consommation.

59. L'Égypte manque de personnel infirmier et ne compte que 1,3 lit d'hôpital pour 1 000 habitants (Shama). L'OMS a confirmé que les autorités avaient réservé 2 000 lits au traitement de la Covid-19 ; la moitié d'entre eux se trouve dans des unités de soins intensifs et 600 sont équipés de respirateurs (OCDE, 29 avril 2020). Le gouvernement a ouvert des centres de dépistage supplémentaires et acheté quelque 400 000 nécessaires de test. Récemment, il a annoncé que des ressources supplémentaires à hauteur d'un milliard de livres égyptiennes (63,5 millions de dollars) seraient allouées au système de santé et a pris plusieurs mesures pour permettre de faire face plus efficacement à un afflux soudain de patients dans un état critique. Enfin, il a sollicité un montant de 7,9 millions de dollars du Fonds d'intervention d'urgence de la Banque mondiale.

60. La population n'en manifeste pas moins sa colère et sa méfiance à l'encontre du gouvernement (Ardevini, 2020). Elle lui reproche de ne pas avoir fait montre de transparence au sujet des taux de contamination. En effet, les autorités ont censuré les reportages des journalistes étrangers sur la pandémie et ont profité de la crise pour arrêter des dissidents (Mezran et al., 2020) gonflant ainsi la population carcérale alors même que le système pénitentiaire surpeuplé pourrait se transformer en vecteur de la maladie (Dworkin et Megerisi, 2020).

61. Selon des informations en provenance du Caire, l'inquiétude se répand largement dans le personnel soignant, qui craint de ne pas disposer de matériel de protection en suffisance et qui a le sentiment d'être de ce fait très exposé à la contamination. À la date du 25 mai, on recensait dans le pays 17 625 cas et 764 morts mais, faute de tests, les véritables chiffres pourraient être beaucoup plus élevés (Worldometer, Égypte). D'après l'OMS, 13 % des personnes contaminées font partie du personnel soignant. Alors que rien n'indique que la pandémie soit sous contrôle, le gouvernement a dans un premier temps déclaré que les Égyptiens devaient apprendre à « coexister » avec la maladie (Michaelson, 2020) ; il a toutefois finalement annoncé que les mesures de confinement seraient prolongées au moins jusqu'au 1^{er} juillet 2020 (*Egyptian streets*, 2020).

62. L'économie égyptienne dépend fortement du tourisme, qui compte pour 12 % du PIB et 9 % du marché du travail (Altman), mais, depuis le 16 mars, tous les vols à destination ou en provenance du pays ont été annulés. Si ces restrictions sont maintenues, l'Égypte doit se préparer à perdre un milliard de dollars par mois (Dworkin et Megersi, 2020). Des pertes de cette ampleur porteront de nouveaux coups à l'économie et risquent d'exacerber le mécontentement de la population. En outre, l'effondrement du secteur de la navigation maritime à l'échelle mondiale a amputé de façon spectaculaire les recettes que l'État égyptien tire du péage du canal de Suez, recettes qui, en temps normal, se montent à 5 milliards de dollars par an.

J. PAYS DU GOLFE

63. La pandémie a aussi atteint les membres du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, EAU, Koweït, Oman et Qatar). L'Arabie saoudite affiche le plus grand nombre de cas confirmés (59 854) ; au 20 mai, le nombre de décès était de 329. Viennent ensuite les EAU et le Qatar (Worldometer, Arabie saoudite, 2020). Les pays du Golfe pourraient connaître une grave récession provoquée essentiellement par la chute vertigineuse des prix de l'énergie sur le marché mondial (Banque mondiale, 14 avril 2020). Cela aura des répercussions sur l'économie des pays de la région MOAN au sens large. Les membres du CCG fournissent depuis longtemps une assistance et une aide au développement dont les pays plus pauvres de cette partie du monde ont un besoin vital ; ils contribuent donc traditionnellement à la stabilisation de diverses zones de la région en apportant un soutien financier aux couches sociales les plus vulnérables desdits pays. La crise économique déclenchée par la pandémie pourrait commencer à réduire cette manne : cela pourrait être un facteur d'agitation sociale dans la région si la crise venait à perdurer.

64. Ces 25 dernières années, les pays du Golfe ont consenti de substantiels investissements dans les infrastructures et le personnel médicaux, améliorant ainsi grandement la qualité des soins dans la région. Selon une évaluation de l'état de préparation réalisée par l'OMS en mars 2020, ces pays peuvent opposer une riposte durable

à la pandémie. Cependant, des points faibles subsistent. Tout d'abord, compte tenu de la présence de taux élevés de diabète et d'obésité dans la population, les risques d'hospitalisation et de décès en raison d'une contamination sont plus élevés. De plus, les restrictions en matière de déplacement et de transport risquent d'aggraver la situation dans la région, laquelle dépend beaucoup d'un personnel soignant expatrié et des importations de matériel et de fournitures médicaux (OCDE, 20 avril 2020). Cela a incité Oman – qui a suspendu le trafic aérien au départ et en direction du sultanat – à autoriser une exception pour les appareils chinois chargés de fournitures médicales (Sievers, 2020).

65. Les membres du CCG ont réagi rapidement à la pandémie pour ce qui est de la circulation, des voyages et de l'entrée sur leur territoire. Ils ont décrété sans tarder un couvre-feu à l'échelle nationale, le confinement et l'application de mesures de distanciation physique. Tous ont suspendu les vols entrants et Oman a cessé de délivrer des visas aux étrangers. L'Arabie saoudite a interrompu les vols intérieurs et les déplacements en autobus, en taxi et en train (Harb, 2020). Les écoles, universités et lieux publics ont été fermés et les rassemblements ont été interdits, avec pour conséquences la suspension des prières du ramadan et la fermeture des mosquées, dont les mosquées sacrées de La Mecque et de Médine (Al Yousef, 2020).

66. À partir du mois de mai, bon nombre de ces restrictions ont été levées, du moins partiellement. L'Arabie saoudite a allégé les mesures de confinement à l'échelle nationale et Bahreïn a rouvert son aéroport pour les passagers en transit (Brookings, 5 mai 2020). À l'approche de la période du hajj (fin juillet-début août), la question de la levée des restrictions de voyages va être réexaminée. L'apparition d'un foyer de Covid-19 au sein des 2 millions de visiteurs habituels de La Mecque pendant les dix jours du hajj serait catastrophique. En 2006, les autorités saoudiennes avaient suspendu, en raison du SRAS, la délivrance de visas aux ressortissants de certains pays asiatiques qui souhaitaient participer à l'omra (Chitwood, 2020). Une éventuelle annulation du hajj coûterait très cher à l'Arabie saoudite et à de nombreuses entreprises des membres du CCG.

67. La pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement à l'échelle planétaire ont abouti à une forte diminution de la demande en pétrole et en gaz. Dans un premier temps, la production a continué au même rythme, ce qui s'est traduit par une surabondance de stocks. Il s'en est suivi l'un des plus gros chocs tarifaires de l'histoire : les prix du pétrole ont chuté de 70 % alors que la capacité d'entreposage atteignait ses limites. Car simultanément, le 1er avril, l'Accord de Vienne entre membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et pays partenaires est officiellement venu à expiration. Cet accord réglementait la production pétrolière et stabilisait les prix pour une durée de trois ans (Kozhanov, 2020). L'interruption des négociations autour d'un nouvel accord et le litige survenu entre l'Arabie saoudite et la Russie au sujet des niveaux de production ont accéléré l'effondrement des prix. L'Arabie saoudite plaidait pour une forte réduction de la production et la Russie défendait la position inverse. En réponse, les Saoudiens ont baissé leur prix de vente officiel de huit dollars pour forcer les Russes à abandonner leur position. Ces derniers, qui dépendent considérablement des exportations énergétiques, ont vu dans cette chute des prix l'occasion de porter un coup aux producteurs américains de pétrole de schiste, qui pratiquent des tarifs élevés et qui exercent ainsi une certaine discipline des prix sur le marché (Wemer, 2020). Le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, espérait pour sa part rendre à son pays la suprématie sur le marché. Finalement, le 12 avril, l'Arabie saoudite, la Russie et d'autres pays de l'OPEP+ se sont mis d'accord sur une réduction de la production de l'ordre d'un dixième de la demande mondiale pour mai et juin.

L'accord a renforcé la position de l'Arabie saoudite et montré les limites de l'influence de la Russie dans la région (Cook, 2020).

68. La pandémie et le choc des prix pétroliers bouleversent l'économie des membres du CCG et auront des conséquences à court comme à long terme pour la région. Les marchés de l'emploi des pays du Golfe ont été paralysés à la suite des restrictions de voyages et des mesures de quarantaine, alors que la demande en biens provenant des mêmes pays – essentiellement le pétrole et le gaz – s'est effondrée (Banque mondiale, 14 avril 2020). Ces monarchies nourrissant un consensus politique et social grâce, en partie, à une redistribution des recettes pétrolières, la situation est politiquement sensible. Elles ont donc annoncé la mise en place de substantielles mesures d'incitation, depuis une initiative des EAU d'un montant de 34 milliards de dollars à un programme koweïtien plus limité de 1,5 milliard. La région engagera un supplément de 120 milliards pour relancer les économies nationales (Al-Tamimi, 2020).

69. Selon le FMI, les pays du CCG devraient connaître une récession en 2020, ce qui contrariera les efforts de diversification économique de la région. Ces dernières années, les pays en question ont en effet procédé à des investissements considérables dans des secteurs non énergétiques tels que les infrastructures, le tourisme, la santé, la logistique, la vente au détail, les techniques de pointe (Kozhanov, 2020). Des échanges qui périclitent, des investisseurs moins confiants, des déplacements restreints, une production interrompue et des recettes énergétiques en déclin sont autant de facteurs qui compromettent l'aboutissement de cette stratégie, perspective qui a poussé le ministre des Finances d'Arabie saoudite à annoncer des retards dans l'application du plan de diversification économique Vision 2030 du royaume (Bordoff, 2020).

70. De fortes interrogations pèsent sur les marchés de l'emploi. Les membres du CCG emploient des dizaines de millions de travailleurs expatriés à des postes qualifiés ou non. Par exemple, la population des EAU compte près de 90 % d'étrangers ; celle du Qatar en compte 85 % (CGTN, 2020). Ces travailleurs, très mal protégés, sont pour beaucoup mal rémunérés et logés dans des camps surpeuplés et mal desservis (Sherlock, 2020). Beaucoup de professionnels qualifiés ont été touchés par le virus et ont demandé leur rapatriement. Cela pourrait déclencher une pénurie de main-d'œuvre dans les pays du Golfe et déboucher sur un réexamen des politiques actuelles en matière d'emploi.

71. Déchiré par la guerre, le Yémen est de loin le pays du Golfe le plus exposé à la pandémie de Covid-19. Bien qu'au 25 mai il affiche officiellement 222 cas de contamination et 10 morts, il est impossible de connaître l'ampleur de la propagation de la maladie sur son territoire (Worldometer, Yémen, 2020). L'*International Rescue Committee* affirme que le Yémen figure parmi les pays où les tests ont été les moins nombreux et le retard considérable dans les ensevelissements signalé suggère une augmentation récente de la mortalité. De nombreux spécialistes en sont donc venus à penser que le Yémen est affligé d'un taux de contamination beaucoup plus élevé qu'on ne le dit, d'autant que les circonstances sont extrêmement propices à la propagation de la maladie. L'organisation *Save the Children* a signalé que pas moins de 400 personnes étaient décédées à Aden en une seule semaine ; elle a indiqué en outre que plusieurs hôpitaux de la ville étaient fermés et que le personnel soignant refusait de travailler, faute d'effectifs et d'EPI suffisants (Al-Jazeera, 25 mai 2020). Les factions belligérantes cherchent à transformer la pandémie en arme de guerre et se sont accusées mutuellement de l'avoir sciemment propagée.

72. Les combats se poursuivent en dépit de l'état d'urgence sanitaire et les déplacés internes, qui sont très démunis et qui vivent dans une grande promiscuité, sont dangereusement exposés à la maladie. Dans la province de Marib, les affrontements entre les rebelles houthis et les forces gouvernementales appuyées par l'Arabie saoudite sont maintenant très proches des camps de déplacés internes. L'absence d'aide internationale et d'assistance médicale au bénéfice de ces communautés est profondément préoccupante. Le système de santé du Yémen est en miettes et le pays ne dispose pas des moyens, des infrastructures, du personnel et des finances requis pour endiguer la propagation de la maladie.

73. L'aide humanitaire souffre d'un manque de soutien de la part de la communauté internationale, certes, mais aussi des manœuvres des houthis et du gouvernement pour empêcher l'arrivée de cette aide dans les régions qu'ils ne contrôlent pas directement. L'assistance promise est tombée de 2,6 milliards de dollars (2019) à 800 millions (2020). L'ONU indique maintenant qu'il pourrait être nécessaire d'arrêter 31 des 41 programmes d'aide qu'elle a mis en chantier dans le pays ou d'en réduire fortement l'ampleur. Le HCR rappelle que les déplacés internes sont « les plus vulnérables à la menace de la Covid-19 » et sont exposés aux dangers les plus graves. Récemment, des inondations subites ont multiplié les risques d'une épidémie de choléra, un problème que le pays a connu ces dernières années (*Human Rights Watch*, 22 mai 2020).

K. IRAQ ET SYRIE

74. Dans le cas de l'Iraq et de la Syrie, une situation singulière s'ajoute à la pandémie : les séquelles de guerres civiles dont la brutalité a affaibli la stabilité, les institutions, l'économie et les infrastructures des deux pays (Svensson, 2020). L'un et l'autre sont très vulnérables aux retombées sanitaires, certes, mais aussi sociales, politiques et économiques de la crise et on peut craindre de voir une détérioration de la situation sanitaire et économique servir de nouveau catalyseur de la violence.

75. Les capacités médicales et les installations sanitaires ont gravement souffert des conflits dont les deux pays ont été le théâtre. Fin 2019, moins de deux tiers des hôpitaux syriens étaient encore opérationnels et 70 % des membres du personnel soignant avaient quitté le pays depuis 2011. La situation demeure très problématique dans le nord-est de la Syrie, où les forces kurdes, syriennes, turques et russes interviennent dans les combats. Les infrastructures civiles ont été ravagées et il est devenu très difficile d'acheminer de l'aide dans la région.

76. De fait, l'instabilité qui règne en Syrie et, singulièrement, dans le nord-est du pays a compliqué la fourniture de l'aide médicale internationale à une population très vulnérable. Les autorités ont bloqué le passage de l'aide à destination des zones contrôlées par les Kurdes, ce qui a eu pour effet d'accroître les risques de contamination. La Croix-Rouge a lancé une mise en garde : les camps de réfugiés de la province d'Idlib sont surpeuplés et forment autant de foyers de propagation potentiels, car il est pratiquement impossible d'y respecter les règles de la distanciation physique. On estime à six millions le nombre de Syriens déplacés internes. Les mauvaises conditions sanitaires et le manque d'eau ne font qu'augmenter les risques. Les restrictions imposées par Damas et l'Iraq font obstacle à l'envoi des fournitures médicales et du personnel soignant requis pour prévenir et endiguer la Covid-19 et pour traiter les malades. L'ONU affirme que l'absence de laboratoires dans le

nord-est du pays, les retards considérables dans les transports et d'autres problèmes d'accès empêchent les travailleurs humanitaires de réaliser des tests et de prodiguer des soins (*Human Rights Watch*, 28 avril 2020).

77. Le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé une autorisation de franchissement de frontières pour l'envoi de fournitures médicales en Syrie via la Turquie. Le 12 mai dernier, la Commission européenne a diffusé des conseils visant à faciliter l'action des travailleurs humanitaires contre le virus en Syrie (Commission européenne, 12 mai 2020). Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires européennes et la politique de sécurité, a déclaré que les sanctions ne sauraient empêcher la livraison de matériel et de fournitures essentiels à la lutte contre la pandémie. Il a ajouté que les sanctions de la Commission prévoyaient des exceptions à caractère humanitaire et qu'elles étaient parfaitement conformes au droit international.

78. Le 17 avril 2020, les autorités dans le nord-est de la Syrie ont annoncé le décès d'un premier patient atteint de la Covid-19. Au 15 juin, seuls ont été recensés 177 cas confirmés et six morts pour l'ensemble du pays (Worldometer, Syrie). Toutefois, compte tenu des capacités limitées du gouvernement en matière de tests, notamment dans les régions qu'il ne contrôle pas, il est probable que le bilan réel soit beaucoup plus lourd. Pour l'essentiel, les tests ont été effectués à Damas et, dans tout le pays, les autorités locales sont accusées de ne pas signaler la propagation de la maladie. L'OMS a récemment envoyé du matériel médical et des équipements de laboratoire ainsi que des nécessaires de test et des EPI à Alep, Homs et Lattaquié (Al-Jazeera, 20 avril 2020). La désinformation continue cependant à poser un problème, tels les mensonges sur la prétendue efficacité de faux remèdes ; ces pratiques et la minimisation de la gravité des faits incitent le public à relâcher sa vigilance (Ghebreyesus, 2020).

79. Au 15 juin 2020, l'Iraq signalait 20 209 cas de Covid-19 et 607 décès (Worldometer, Iraq). Quelque 15 % des cas ont été enregistrés dans les régions kurdes du pays. Mais seuls 125 000 tests ont été effectués dans tout le pays. À l'heure actuelle, l'Iraq ne dispose que de 1,4 lit d'hôpital et de 0,8 médecin par millier d'habitants (Ali, 2020). Le couvre-feu devait être suspendu à partir de la mi-mai en dépit des inquiétudes des responsables de la santé internationaux, pour qui le pays reste vulnérable. D'une façon générale, les taux de vaccination en Iraq sont très bas, conséquence d'investissements insuffisants dans le domaine de la santé. L'Unicef et l'OMS ont demandé au gouvernement iraquien de lancer une vaste campagne d'immunisation pour atténuer cette vulnérabilité particulière.

80. En dépit de l'état d'urgence sanitaire, les insurgés continuent à se manifester dans certaines parties du pays. Le 5 mai, Daech a revendiqué des attaques commises dans le nord-est de l'Iraq, attaques qui ont fait au moins 18 morts (BBC, 5 mai 2020). Des groupes terroristes ont mis à profit le redéploiement dans les centres urbains des forces de sécurité, chargées de veiller au respect des mesures de confinement (Loveluck et Salim, 8 mai 2020).

IX. CONCLUSIONS

81. Si, d'une façon générale, la région MOAN n'a pas connu de taux de contamination aussi élevés que ceux qui ont affligé certaines régions d'Asie, l'Europe, les États-Unis, ou encore le Brésil et la Russie, elle est particulièrement touchée par les retombées économiques de la pandémie. Alors que le Printemps arabe était survenu à un moment de prospérité économique croissante de certains des pays qui la composent – dont les membres du CCG – la crise provoquée par la Covid-19 a frappé ladite région alors qu'elle était devenue plus fragile sur le double plan économique et politique, affaiblie par la stagnation économique, l'instabilité des prix des produits énergétiques, la guerre, les mouvements de protestation de la population, l'afflux de réfugiés et de déplacés internes et de graves problèmes climatiques. Cette partie du monde est donc plus spécialement exposée aux répercussions sanitaires et économiques de la crise et peut encore se révéler vulnérable à la pandémie proprement dite (Alterman, 28 avril 2020).

82. La fourniture d'une assistance internationale à certaines des communautés les plus vulnérables de la région MOAN revêtira une importance critique au cours des mois à venir, or, compte tenu des contraintes budgétaires toujours plus marquées que l'on observe dans le monde entier, c'est une réduction de ladite assistance que l'on doit vraisemblablement craindre. Le risque existe d'une explosion de la région si les besoins humanitaires les plus élémentaires ne peuvent être satisfaits. Les conséquences pour la sécurité de la communauté internationale en seraient très graves. L'assistance médicale sera, elle aussi, cruciale et, dès que des traitements ou des vaccins seront disponibles, il conviendra de les distribuer en suffisance aux habitants des pays de la région. En l'occurrence, la Chine a pris les devants en offrant de substantielles quantités de matériel médical à bon nombre de ces pays. Il faut évidemment s'en féliciter pour les populations bénéficiaires, mais d'aucuns voient dans la « diplomatie du masque » de Pékin les prémises d'une stratégie beaucoup plus interventionniste, alors que l'Occident, préoccupé par ses propres plans de relance, voit ses capacités d'action plutôt limitées.

83. Les besoins élémentaires des communautés de migrants et de réfugiés qui vivent dans la région MOAN ne sauraient être négligés à cause de la pandémie. Ces communautés ont besoin d'une aide locale et internationale et leurs besoins doivent être pris en compte dans tous les plans de retour à la normale. Dans les zones de conflit, la fourniture d'une assistance médicale aux déplacés internes et aux réfugiés doit rester une priorité pour la communauté internationale. Il sera essentiel de s'employer à résoudre les problèmes spécifiques que la crise pose aux femmes de la région : celles-ci sont les plus susceptibles pâtir des effets socio-économiques de la pandémie et auront besoin du soutien des gouvernements concernés et de celui de la communauté internationale.

84. Cette préoccupation sera d'autant plus vive si la situation se détériore en Afrique, qui ne compte que 1 % des dépenses mondiales de santé, et notamment au Sahel. Les mesures sévères mises en place pour combattre la pandémie sont difficilement tenables dans la durée. Elles perturbent les échanges, créent des pénuries supplémentaires et accentuent la précarité d'une population qui souvent vit au jour le jour, au risque de susciter ou raviver des mouvements de contestation. Déployer un filet de sécurité conséquent nécessite des capacités budgétaires, or ces dernières sont déjà touchées par la baisse des revenus générées par le ralentissement mondial des échanges, la baisse du cours des matières premières ainsi que la baisse des transferts en provenance de la région MOAN. Dans l'hypothèse d'une déflagration à retardement au Sahel, on pourrait voir les populations

se dresser contre leurs gouvernements submergés par la crise et les groupes terroristes d'obédience islamiste utiliser la pandémie, vue alors comme une malédiction de la mondialisation, comme une arme politique, voire militaire. Certains pays de la région MOAN, qui serait alors directement affectée, l'ont parfaitement compris. Le Maroc a ainsi lancé une initiative auprès du Sénégal et de la Côte d'Ivoire pour apporter une réponse commune à la menace de la Covid-19 (Boussel, 2020).

PROJET

BIBLIOGRAPHIE

- Abouzzohour, Yasmina, "The coronavirus will have wide-reaching impacts in the Maghreb", Brookings, 26 mars 2020, <https://www.brookings.edu/opinions/brookings-experts-on-the-implications-of-covid-19-for-the-middle-east-and-north-africa/>
- Al-Arabiya, Coronavirus: Iran investigating if COVID-19 was US biological attack, says official, 12 avril 2020, <https://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2020/04/12/Coronavirus-Iran-investigating-if-COVID-19-was-US-biological-attack-says-official>
- Al-Arshani, Sarah, "The coronavirus could kill 100,000 people in Syria's embattled Idlib region, sped on by cramped, unhygienic camps and a lack of testing", Business Insider, avril 2020, <https://www.businessinsider.com/syria-idlib-region-could-see-100000-dead-from-coronavirus-2020-4?r=US&IR=T>
- Al-Jaffal, Omar, "Implementation of curfew to fight COVID-19 proves difficult in Iraq", Al-Monitor, mars 2020, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/03/iraq-covid19-coronavirus-security.html>
- Al-Jaffal, Omar, "Coronavirus damages Iraqi economy with fall in tourism, oil prices", Al-Monitor, mars 2020, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/03/iraq-economy-coronavirus-tourism.html>
- Al-Ajlouni, Laith Fakhri, "Jordan's Battle with Coronavirus Is Yet To Start", ISPI Dossier, 12 avril 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Al-Jazeera, "Coronavirus 'disaster in the making' in war-torn Syria", avril 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/coronavirus-disaster-making-war-torn-syria-200413072258750.html>
- Al-Jazeera, "Syria's divisions damage efforts to mobilise against coronavirus", 20 avril 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/syria-divisions-damage-efforts-mobilise-coronavirus-200420103328229.html>
- Al-Jazeera, "Cemeteries overflow in Aden as COVID-19 deaths spike in Yemen," 25 mai 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/05/cemeteries-overflow-aden-covid-19-deaths-spike-yemen-200525064212684.html>
- Al-Tamimi, Naser, "GCC economies to struggle after oil prices "go corona", Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 7 avril 2020, https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp_i_dossier_menavscovid19.pdf
- Al Yousef, Mohammad, "Ramadan Adapts to the Pandemic in the Gulf", The Arab Gulf States Institute in Washington, 6 mai 2020, <https://agsiw.org/ramadan-adapts-to-the-pandemic-in-the-gulf/>
- Arwa, Ibrahim, "'Fake news' spreads around coronavirus treatments in Iraq", AlJazeera, mars 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/03/news-spreads-coronavirus-treatments-iraq-200325175421561.html>
- Alterman, Jon, B, "The Middle East's Challenges Aren't Just Combatting the Virus," CSIS Comments, 28 avril 2020, https://www.csis.org/analysis/middle-east-s-challenges-arent-just-combatting-virus?utm_source=Members&utm_campaign=30b1f629d2-EMAIL_CAMPAIGN_2019_07_25_12_40_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_e842221dc2-30b1f629d2-137696637
- Alterman, Jon B., "Add coronavirus to other crises, and the Middle East faces a catastrophe," The Hill, 22 mars 2020, <https://thehill.com/opinion/international/488843-add-coronavirus-to-other-crises-and-the-middle-east-faces-a->

- [catastrophe?utm_source=Members&utm_campaign=04a7748830-EMAIL_CAMPAIGN_2019_07_25_12_40_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_e842221dc2-04a7748830-137696637](#)
- Ali, Rozina, "The Iraq War Paved the Way for Coronavirus Catastrophe", Foreign Affairs, avril 2020, <https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2020-04-23/iraq-war-paved-way-coronaviruscatastrophe>
- Amira-Fernandez, Haizam, "Coronavirus in Arab countries: passing storm, opportunity for change or regional catastrophe?", Elcano Royal Institute, 6 avril 2020, http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_en/contenido?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/ari37-2020-coronavirus-in-arab-countries-passing-storm-opportunity-for-change-or-regional-catastrophe
- Amirah-Fernández, Haizam, "Coronavirus in Arab countries: passing storm, opportunity for change or regional catastrophe?", The Elcano Royal Institute, 6 avril 2020, http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_en/contenido?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/ari37-2020-coronavirus-in-arab-countries-passing-storm-opportunity-for-change-or-regional-catastrophe
- Anadolu Agency, "Palestine confirms 7 coronavirus cases in Bethlehem", 5 mars 2020, <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/palestine-confirms-7-coronavirus-cases-in-bethlehem-/1756291>
- Ardevini, Lucia, "Covid-19 in Egypt: Global pandemics in times of authoritarianism" ISPI Dossier, 12 avril 2020, <https://www.ispionline.it/en/publicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Banque mondiale, "Coping with a Dual Shock: COVID-19 and Oil Prices", 14 avril 2020, <https://www.worldbank.org/en/region/mena/brief/coping-with-a-dual-shock-coronavirus-covid-19-and-oil-prices>
- Banque mondiale, *Palestinian Territories' Economic Update*, 16 avril, 2020, <https://www.worldbank.org/en/country/westbankandgaza/publication/economic-update-april-2020>
- Bateman, Tom, "Coronavirus: Israel turns surveillance tools on itself", BBC, 11 mai 2020 <https://www.bbc.com/news/amp/world-middle-east-52579475>
- BBC, "IS militants step up attacks on Iraqi security forces", 5 mai 2020, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-52535842>
- Bordoff, Jason, "The 2020 Oil Crash's unlikely winner: Saudi Arabia", Foreign Policy, 5 mai 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/05/05/2020-oil-crash-winner-saudi-arabia/>
- Bowen, Jeremy "Coronavirus stokes Middle East boiling points", BBC, mai 2020, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-52493608>
- Boussel Pierre, *Le Maghreb face au Covid-19*, Note 26/20, Fondation pour la recherche stratégique, 22 avril 2020
- Brookings, "GCC News Roundup: Saudi Arabia, UAE, Qatar, Kuwait implement new economic measures", 5 mai 2020, <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2020/05/05/gcc-news-roundup-gcc-countries-cut-oil-production-saudi-arabia-uae-qatar-kuwait-implement-new-economic-measures-1-30-april/>
- Carpi, Estella, "The Covid-19 among MENA Refugees: A Great Humanitarian Concern, in Dacrema, Eugenio ad Valeria Talbot eds, *The MENA Region vs Covid-19: One Challenge, Common Strategies?*, Mediterranean Dialogues, Italian Institute for International Political Studies, 7 avril 2020, https://www.ispionline.it/sites/default/files/publicazioni/isp_i_dossier_menavscovid19.pdf
- CGTN, "COVID-19 Global Roundup: Expatriate exodus in Gulf countries", 8 mai 2020, <https://news.cgtn.com/news/2020-05-08/COVID-19-Global-Roundup-Expatriate-exodus-in-Gulf-countries-Qkabps4nYs/index.html>

- Chehayeb, Kareem and Abby Sewell, "How COVID-19 is limiting healthcare access for refugees in Lebanon", The New Humanitarian, 21 avril 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/04/21/Lebanon-coronavirus-refugee-healthcare>
- Chitwood, Ken, "Hajj cancellation wouldn't be the first - plague, war and politics disrupted pilgrimages long before coronavirus", The Conversation, 27 février 2020, <https://theconversation.com/hajj-cancellation-wouldnt-be-the-first-plague-war-and-politics-disrupted-pilgrimages-long-before-coronavirus-135900>
- Claes, Thomas, "Covid-19 in Libya: the virus provides cover for escalation", Friedrich Ebert Stiftung, 17 April 2020, <https://www.fes-mena.org/blog/e/covid-19-in-libya-the-virus-provides-cover-for-escalation/>
- Clarke, Colin and Ariane Tabatabai, "Why Iran is still attacking American troops during the pandemic", Vox, 22 April 2020, <https://www.vox.com/world/2020/4/22/21229509/coronavirus-iran-covid-19-attacks-us-troops-iraq>
- Commission européenne (Communiqué de presse) "Commission publishes guidance on coronavirus-related humanitarian aid to Syria despite sanctions", 12 mai 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_831
- Cook, Steven A, "Russia is losing the oil war - and the Middle East", Foreign Policy, 9 avril 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/09/russia-saudi-arabia-oil-price-war-middle-east/>
- Coville, Thierry, "Between American sanctions and the Covid-19 pandemic, where is Iran?", IRIS, 21 mars 2020, <https://www.iris-france.org/145533-between-american-sanctions-and-the-covid-19-pandemic-where-is-iran/>
- Crisis Group Middle East, "The Gaza Strip and COVID-19: Preparing for the Worst", International Crisis Group, 1er avril 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/b075-the-gaza-strip-and-covid-19.pdf>
- Cristou, Will and Ammar Hamou, "Update: Mapping the Coronavirus in Syria", Syria Direct, mai 2020, at <https://syriadirect.org/news/mapping-coronavirus-in-syria-unofficial-cases-and-hot-spots/>
- Dacrema, Eugenio ad Valeria Talbot eds, The MENA Region vs Covid-19: One Challenge, Common Strategies?, Mediterranean Dialogues, Italian Institute for International Political Studies, 7 avril 2020, https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/ispi_dossier_menavscovid19.pdf
- Dadouch, Sarah, "Unrest escalates in Lebanon as currency collapses and prospect of hunger grows", The Washington Post, 28 avril 2020, https://www.washingtonpost.com/world/middle-east/unrest-escalates-in-lebanon-as-currency-collapses-and-prospect-of-hunger-grows/2020/04/28/9d17f512-8897-11ea-80df-d24b35a568ae_story.html
- Dworkin, Anthony and Tarek Megerisi. "North Africa", Council on Foreign Relations, 19 mars 2020, https://www.ecfr.eu/article/commentary_infected_the_impact_of_the_coronavirus_on_the_middle_east_and_no
- The Economist, "Sickly state: Iran has led its covid-19 outbreak get out of hand", 12 mars 2020, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/03/12/iran-has-let-its-covid-19-outbreak-get-out-of-hand>
- Egyptian streets, Egypt's Government Updates Partial Re-Opening Measures Until End of June, 11 juin 2020 <https://egyptianstreets.com/2020/06/11/egypts-government-updates-partial-re-opening-measures-until-end-of-june/>

- El-Halabi, Bachar, “Between Famine and a Pandemic: Lebanon Is a Ticking Time Bomb”, ISPI Dossier, 12 avril 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- The Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, Dead Zone: New report documents breakdown of life in Gaza during 14 years of blockade, 28 janvier 2020 <https://euromedmonitor.org/en/article/3340/Dead-Zone:-New-report-documents-breakdown-of-life-in-Gaza-during-14-years-of-blockade>
- Commission européenne (Communiqué de presse) “Commission publishes guidance on coronavirus-related humanitarian aid to Syria despite sanctions”, 12 mai 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_831
- ESCWA (UN Economic and Social Commission for Western Asia), “ New ESCWA brief: 8.3 million people will fall into poverty in the Arab region due to COVID-19”, 1 avril 2020, <https://www.unescwa.org/news/new-escwa-brief-83-million-people-will-fall-poverty-arab-region-due-covid-19>
- Fassihi, Farnaz, “Power Struggle Hampers Iran’s Coronavirus Response”, The New York Times, 13 avril 2020, <https://www.nytimes.com/2020/03/17/world/middleeast/coronavirus-iran-rouhani.html>
- Feldstein, Steven, “What Democracy Will Fall Next”, Foreign Policy, 7 mai 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/05/07/democracy-pandemic-coronavirus-hungary-populism/>
- Geranmayeh, Ellie, “Iran”, Council on Foreign Relations, 19 mars 2020, https://www.ecfr.eu/article/commentary_infected_the_impact_of_the_coronavirus_on_the_middle_east_and_no
- Ghebreyesus, Tedros Adhanom, secrétaire général de l’OMS, discours à la conférence sur la sécurité de Munich, février 2020, <https://www.who.int/dg/speeches/detail/munich-security-conference>
- Giampaolo, Mattia “Libya and coronavirus: what are the political and health risks?”, ISPI Dossier, 12 avril 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Grande, Lisa, “Crisis and Survival Amidst Covid19 in Yemen, Lecture, Center for Strategic and International Studies, 27 avril 2020, https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/200429_Lise_Grande_Event_Transcript.pdf?a5cRTBO2TM1x.s0IHQRVxQ4QIPOxS7wL
- Guetat, Meriem, “Tunisia and coronavirus: the reality of a poor governance”, ISPI Dossier, 12 avril 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Halbfinger, David and Isabel Kreshner, “Netanyahu’s Bold Moves: Fighting a Virus or Risking Democracy?”, The New York Times, 19 mars 2020, <https://www.nytimes.com/2020/03/18/world/middleeast/israel-virus-netanyahu.html>
- Hamaizia, Adel, “Algeria’s perfect storm: COVID-19 and its fallout”, Chatham House, 6 mai 2020, <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/algeria-s-perfect-storm-covid-19-and-its-fallout>
- Harb, Imad K, “Two Unwelcome repercussions of the Coronavirus in the Gulf Cooperation Council”, Arab Center Washington DC, 24 mars 2020, http://arabcenterdc.org/policy_analyses/the-coronavirus-pandemic-and-the-arab-world-impact-politics-and-mitigation/#_ftn5
- Human Rights Watch, “Syria: Aid Restrictions Hinder Covid-19 Response UN Should Reauthorize Assistance from Iraq; Damascus Should Allow Passage”, 28 avril 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/04/28/syria-aid-restrictions-hinder-covid-19-response>
- Human Rights Watch, “Yemen: Displaced at Heightened Covid-19 Risk”, 22 mai 2020 <https://www.hrw.org/news/2020/05/22/yemen-displaced-heightened-covid-19-risk>

- Human Rights Watch, Lebanon: Refugees at Risk in COVID-19 Response, 2 avril 2020 <https://www.hrw.org/news/2020/04/02/lebanon-refugees-risk-covid-19-response>
- Iddon, Paul “Coronavirus outbreak compounds Iraq’s perfect storm of crises”, Arab News, mars 2020, <https://www.arabnews.com/node/1649506/middle-east>
- Imbert, Louis, “Gaza démunie faces à l’imminence de l’épidémie”, Le Monde, 27 mars 2020, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/27/gaza-demunie-face-a-l-imminence-de-l-epidemie_6034631_3210.html
- IMF Press Release, “IMF Executive Board Approves US\$ 396 Million in Emergency Assistance to Jordan to Address the COVID-19 Pandemic”, 21 mai 2020, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/05/21/pr20222-jordan-imf-executive-board-approves-emergency-assistance-to-address-the-covid-19-pandemic>
- Johns Hopkins Corona Resource Center, <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>
- Joseph, Edward P. and Wolfgang Puztai, “The coronavirus could heal Libya”, Foreign Policy, 7 avril 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/07/coronavirus-libya-civil-war-pandemic/>
- Kahalzadeh, Hadi, “Sanctions make the coronavirus more deadly” Foreign Affairs, 2 April 2020, <https://www.foreignaffairs.com/articles/iran/2020-04-02/sanctions-make-coronavirus-more-deadly>
- Khalidi, Raja, “The COVID-19 Pandemic and the Palestinian Economy”, This week in Palestine, mai 2020, <https://www.thisweekinpalestine.com/the-covid-19-pandemic-and-the-palestinian-economy/>
- Kozhanov, Nikolay, “Can Saudi Arabia win the oil price war?”, The Middle East Institute, 8 avril 2020, <https://www.mei.edu/publications/can-saudi-arabia-win-oil-price-war>
- Kramer, Michal, “When the Coronavirus Crisis Turns into a Crisis of Democracy”, Verfassungsblog on Constitutional Matters, 26 mars 2020, <https://verfassungsblog.de/when-the-coronavirus-crisis-turns-into-a-crisis-of-democracy/>
- Le Point, Coronavirus : L’Europe au chevet de l’Iran malgré les sanctions américaines, 25 mars 2020, https://www.lepoint.fr/monde/coronavirus-l-europe-au-chevet-de-l-iran-malgre-les-sanctions-americaines-25-03-2020-2368761_24.php
- Lovatt, Hugh, “Israel’s West Bank annexation: Preparing EU policy for the day after”, European Council on Foreign Relations (ECFR), 14 mai 2020, https://www.ecfr.eu/article/commentary_israels_west_bank_annexation_preparing_e_u_policy_for_the_day_aft
- Lovatt, Hugh, “Defeating COVID-19 in Gaza: Is it enough?”, European Center on Foreign Relations (ECFR), 7 avril 2020, https://www.ecfr.eu/article/commentary_defeating_covid_19_in_gaza_is_it_enough1
- Loveluck, Louisa, and Mustafa Salim, “ISIS exploits Iraq’s coronavirus lockdown to step up attacks”, The Washington Post, 8 mai 2020, https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/isis-exploits-iraqs-coronavirus-lockdowns-to-step-up-attacks/2020/05/07/1513edee-8f98-11ea-9322-a29e75effc93_story.html
- Loveluck, Louisa, and Mustafa Salim, “Iraq’s economy is collapsing under the double blow of sinking oil prices and coronavirus lockdown”, The Washington Post, 4 mai 2020, https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/iraqs-economy-is-collapsing-under-the-double-blow-of-sinking-oil-prices-and-coronavirus-lockdown/2020/05/04/61b26a3e-8897-11ea-80df-d24b35a568ae_story.html
- Martini, Lorena Stella, “Coronavirus in Morocco: The Kingdom’s forward looking strategy”, ISPI Dossier, 12 April 2020, <https://www.ispionline.it/en/publicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>

- MEMO (Middle East Monitor), "ESCWA warns of decline in foreign investment in MENA due to COVID-19," 24 avril 2020 , <https://www.middleeastmonitor.com/20200424-escwa-warns-of-decline-in-foreign-investment-in-mena-due-to-covid-19/>
- MEMO (Middle East Monitor), "ESCWA \$42 billion decline expected in Arab countries' GDP due to Covid-19," 19 mars 2020 , <https://www.middleeastmonitor.com/20200319-escwa-42bn-decline-expected-in-arab-countries-gdp-due-to-covid-19/>
- Mezran, Karim, et. al., "The coronavirus crisis highlights the unique challenges of North African countries", Atlantic Council, 30 mars 2020, <https://atlanticcouncil.org/blogs/menasource/the-coronavirus-crisis-highlights-the-unique-challenges-of-north-african-countries/>
- Michaelson, Ruth, "It's a disaster': Egypt's doctors plead for more PPE and testing" The Guardian, 21 mai, 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/may/21/egypt-doctors-ppe-testing-coronavirus>
- Mitchell, Gabriel, "A very Israeli Pandemic response", Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 7 avril 2020, https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp_i_dossier_menavscovid19.pdf
- Mitnick, Joshua, "How the Coronavirus Saved Netanyahu's Political Career", Foreign Policy, 21 April 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/21/coronavirus-saved-netanyahu-political-career-israel-pandemic-corruption/>
- Observatoire euro-méditerranéen pour les droits de l'homme, "Dead Zone: New report documents breakdown of life in Gaza during 14 years of blockade," 28 janvier 2020,
- OCDE, COVID 19- Crisis Response in MENA Countries, OECD Series on Tackling Coronavirus: Contributing to a global effort, 20 avril 2020, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129919-4li7bq8asv&title=COVID-19-Crisis-Response-in-MENA-Countries
- OCHA, Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, "COVID-19 Emergency Situation Report 6 (21 – 28 avril 2020)", 28 avril 2020, <https://www.ochaopt.org/content/covid-19-emergency-situation-report-6>
- OCHA, "Humanitarian Impact of Settlements", <https://www.ochaopt.org/theme/humanitarian-impact-of-settlements>
- OECD, "COVID-19 crisis response in MENA countries", 29 avril 2020, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=129_129919-4li7bq8asv&title=COVID-19-Crisis-Response-in-MENA-Countries
- ONU Info, 23 avril 2020, "Common coronavirus enemy, forges some Palestine-Israel cooperation, but West Bank annexation looms," <https://news.un.org/en/story/2020/04/1062452>
- ONU Info, 28 mars 2020, "COVID-19: UN envoy hails strong Israel-Palestine cooperation", <https://news.un.org/en/story/2020/03/1060572>
- ONU/ OMS, 17e mise à jour Covid-19, <https://www.un.org/unispal/document/coronavirus-disease-2019-covid-19-who-update-17/>)
- Perteghella, Annalisa, "Coronavirus: time for health diplomacy with Iran" ISPI Dossier, 12 avril 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- Rahman, Oman, "COVID-19 could reinforce anti-democratic slides in Israel-Palestine", Brookings, 26 mars 2020, <https://www.brookings.edu/opinions/brookings-experts-on-the-implications-of-covid-19-for-the-middle-east-and-north-africa/>
- RFE/ RL, EU Monitors See Coordinated COVID-19 Disinformation Effort By Iran, Russia, China, 22 avril 2020, <https://www.rferl.org/a/eu-monitors-sees-coordinated-covid-19-disinformation-effort-by-iran-russia-china/30570938.html>

- Roggero, Caterina, "Algeria: coronavirus' effects on a nation in turmoil", ISPI Dossier, 12 avril 2020, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/mena-region-vs-covid-19-one-challenge-common-strategies-25649>
- SEAE (Service européen pour l'action extérieure) , Bureau du représentant de l'Union européenne (Cisjordanie et Gaza), "The European Union supports the Palestinians with an assistance package of around €71 million in response to the coronavirus pandemic", 9 avril 2020, https://eeas.europa.eu/delegations/palestine-occupied-palestinian-territory-west-bank-and-gaza-strip/77422/european-union-supports-palestinians-assistance-package-around-%25E2%2582%25AC71-million-response_en
- Shama, Nael M., "In Egypt, the Coronavirus poses a political threat", Foreign Policy, 30 avril 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/04/30/egypt-sisi-coronavirus-political-threat/>
- Sherlock, Ruth, "Migrants Are Among The Worst Hit By COVID-19 In Saudi Arabia And Gulf Countries", NPR, 5 mai 2020, <https://www.npr.org/sections/coronavirus-live-updates/2020/05/05/850542938/migrants-are-among-the-worst-hit-by-covid-19-in-saudi-arabia-and-gulf-countries?t=1589286362603>
- Sherwood, Harriet, "Gaza confirms first coronavirus cases as West Bank shuts down", The Guardian, 22 mars 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/22/gaza-confirms-first-coronavirus-cases-as-west-bank-shuts-down>
- Sievers, Marc, "Oman's handling of the coronavirus", Atlantic Council, 12 janvier 2020, <https://atlanticcouncil.org/blogs/menasource/omans-handling-of-the-coronavirus/>
- Simpson, Ruth, "COVID-19: Seven trends that will shape peacebuilding in Lebanon", International Alert, 9 April 2020, <https://www.international-alert.org/ru/blogs/covid-19-7-trends-will-shape-peacebuilding-lebanon>
- Singh, Manjari, "Jordan after COVID-19: From Crisis Adjustment to Crisis Management", Washington Institute, 15 April 2020, <https://www.washingtoninstitute.org/fikraforum/view/Jordan-response-COVID19-pandemic-Middle-East>
- Svensson, Birgit "Working under the coronavirus curfew in Baghdad", mars 2020, <https://en.qantara.de/content/covid-19-in-iraq-working-under-the-coronavirus-curfew-in-baghdad>
- Talbot, Valeria, "Covid-19 in MENA: Toward a Shift in the Regional Balance of Power in Dacrema, Eugenio ad Valeria Talbot eds, The MENA Region vs Covid-19:One Challenge,Common Strategies?, Mediterranean Dialogues, Italian Institute for International Political Studies, 7 April 2020, https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/isp_i_dossier_menavscovid19.pdf
- Tass, Iranian revolutionary guard chief claims coronavirus may be a US biological weapon, 5 mars 2020, <https://tass.com/world/1127137>
- Tzoreff, Yohanan et Kobi Michael, "The Corona Pandemic and the Palestinian Arena: Significance for Israel", The Institute for National Security Studies (INSS), 6 avril 2020, <https://www.inss.org.il/publication/coronavirus-gaza-and-the-west-bank/>
- Wemer, David A., Saudi Arabia and Russia feud over coronavirus oil response: Will everyone lose?", Atlantic Council, 9 mars 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/saudi-arabia-and-russia-feud-over-coronavirus-oil-response-will-everyone-lose/>
- Worldmeter, Algérie, 20 mai 2020, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/algeria/>
- Worldometer, Arabie saoudite, 20 mai, 2020, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/saudi-arabia/>Worldometer, Égypte, 25 mai 2020, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/egypt/>

Worldometer, Iraq, 15 juin, 2020, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/iraq/>

Worldometer, Jordanie, 25 mai, 2020,

<https://www.worldometers.info/coronavirus/country/jordan/>

Worldometer, Maroc, 20 mai 2020,

<https://www.worldometers.info/coronavirus/country/morocco/>

Worldometer, Syrie, 15 juin 2020, <https://www.worldometers.info/coronavirus/country/syria/>

Worldometer, Yémen, 25 mai 2020,

<https://www.worldometers.info/coronavirus/country/yemen/>

Younes, Ali, “How Jordan is flattening its COVID-19 curve”, Aljazeera, 22 April 2020,

<https://www.aljazeera.com/news/2020/04/jordan-flattening-covid-19-curve-200422112212466.html>

Zimmt, Raz and Tomer Fadlon, “The impact of the coronavirus pandemic on the Iranian economy”, INSS Insight, 7 April 2020, <https://www.inss.org.il/publication/coronavirus-and-iran-economy/>
